



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Juin 2025



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Juin 2025

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	5
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	9
2.1. Production et demande de biens et services	9
2.2. Inflation	13
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt des banques	14
3.3. Monnaie	15
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	16
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	16
4.2. Marché des titres de la dette publique	17
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	18
5.1. Croissance	18
5.2. Monnaie	19
5.3. Inflation	19
ANNEXES STATISTIQUES	21

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

En mai 2025, l'activité économique mondiale a globalement maintenu une trajectoire positive, avec cependant des dynamiques contrastées selon les régions. Aux États-Unis, la croissance a été soutenue par la vigueur du secteur des services. En zone euro, l'activité a montré des signes de ralentissement, tandis qu'en Chine elle s'est contractée, en lien avec la faiblesse de la demande extérieure.

Aux **États-Unis**, la croissance s'est accélérée, portée par le dynamisme du secteur des services. En **zone euro**, elle a montré des signes de ralentissement. L'effet positif de l'amélioration de la production manufacturière a été atténué par le recul dans le secteur des services, le premier enregistré depuis novembre 2024.

En **Chine**, l'activité s'est contractée, du fait d'une baisse des nouvelles commandes et d'un affaiblissement de la demande étrangère. En **Afrique du Sud**, l'économie a progressé grâce à la hausse des nouvelles commandes et de la production du secteur privé.

En Afrique de l'Ouest, la croissance de l'activité du secteur privé a ralenti au **Nigeria**, freinée notamment par des coûts toujours élevés des intrants. Au **Ghana**, l'expansion de l'activité s'est accélérée, portée notamment par les perspectives optimistes des entreprises dans un contexte de ralentissement de l'inflation.

L'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 4,7%. En revanche, celui des produits alimentaires importés a légèrement reculé de 0,7%, en lien avec l'amélioration de l'offre mondiale.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique demeure robuste, portée par la vigueur de la demande intérieure et les progrès observés dans plusieurs secteurs clés, tels que les services marchands et financiers, ainsi que le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). Le taux d'inflation est ressorti à 0,6% en mai 2025, en baisse de 0,9 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de 1,5% enregistré le mois précédent, en lien avec la décélération observée au niveau des prix des produits alimentaires et des produits de la composante « ameublements ».

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 5,09% en juin 2025, en baisse de 28 points de base (pdb) par rapport à sa valeur de mai 2025. Les conditions appliquées par les banques à la clientèle se sont légèrement assouplies en mai 2025 par rapport au mois précédent, avec un taux débiteur moyen de 6,73%, contre 6,75% le mois précédent et 7,11% un an plus tôt.

La masse monétaire a connu une progression de 14,6%, en glissement annuel, à fin avril 2025, après une augmentation de 12,7% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des Actifs Extérieurs Nets (+265,1%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+7,9%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 7,3% au deuxième trimestre 2025, après une estimation de 7,1% au premier trimestre 2025. Cette évolution serait tirée par la bonne tenue de la demande intérieure. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 0,8% en juin 2025, puis à 1,0% en juillet 2025. Le niveau projeté de l'inflation résulterait de l'atténuation des cours mondiaux des denrées alimentaires, en particulier le blé, le sucre et le lait, ainsi que de l'approvisionnement adéquat des marchés de l'Union en produits céréaliers issus de la campagne agricole 2024/2025, dont la production s'est accrue de 3%.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 juin 2025.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

En mai 2025, l'activité économique mondiale a globalement maintenu une trajectoire positive, avec cependant des dynamiques contrastées selon les régions. Aux États-Unis, la croissance a été soutenue par la vigueur du secteur des services. En zone euro, l'activité a montré des signes de ralentissement, tandis qu'en Chine, elle s'est contractée, en lien avec la faiblesse de la demande extérieure.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite s'est établi à 53,0 points en mai 2025, après 50,6 points en avril 2025. Cette amélioration reflète une expansion plus marquée de l'activité dans le secteur des services, qui a compensé la baisse de la production manufacturière. Ce résultat intervient en dépit de l'effet des nouveaux droits de douane, qui ont entraîné une nette accélération de la hausse des coûts des intrants et des prix à la production. En **zone euro**, l'activité est restée en territoire de croissance, mais a légèrement ralenti, l'indice PMI composite se situant à 50,2 points en mai 2025, contre 50,4 points le mois précédent. Le secteur manufacturier a constitué le principal moteur de la production, compensant le repli, pour la première fois depuis novembre 2024, de l'activité des services.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité du secteur privé en **Chine** s'est contractée pour la première fois depuis décembre 2022, l'indice PMI composite s'établissant à 49,6 points en mai 2025 contre 51,1 points en avril 2025. Les nouvelles commandes ont reculé, tandis que la demande étrangère est restée faible tant dans le secteur manufacturier que dans celui des services. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite des directeurs d'achat a atteint 50,8 points en mai 2025, contre 50,0 points le mois précédent, en lien avec l'augmentation des nouvelles commandes et de la production du secteur privé, dans un contexte d'amélioration de la confiance des consommateurs et de renforcement de la demande intérieure.

Au niveau des **pays voisins de l'UEMOA**, l'indice PMI composite du **Nigeria** est ressorti à 52,7 points en mai 2025, après 54,2 points en avril 2025, signalant un ralentissement de l'activité du secteur privé, en raison des coûts des intrants qui demeurent élevés. Au **Ghana**, l'indice composite est remonté à 53,6 points en mai 2025, contre 52,6 points le mois précédent, signalant une accélération de la croissance du secteur privé. Cette dynamique est principalement attribuable au ralentissement de l'inflation et à l'optimisme général exprimé par les entreprises en matière de perspectives d'activité.

1.2. Actions des banques centrales

Les décisions récentes des banques centrales reflètent des ajustements différenciés, en fonction des progrès réalisés dans la maîtrise de l'inflation et d'un niveau d'incertitude économique en hausse.

Au niveau des **pays avancés**, la **Banque centrale européenne (BCE)** a abaissé, le 5 juin 2025, ses taux d'intérêt directeurs de 25 points de base (pdb), portant ainsi le taux de la facilité de dépôt, celui des opérations principales de refinancement et celui de la facilité de prêt marginal à 2,00%, 2,15% et 2,50% respectivement. Cette nouvelle baisse, après celle du 17 avril 2025, intervient pour soutenir la croissance économique dans la zone euro, fragilisée par les tensions commerciales avec les États-Unis, alors que l'inflation converge vers l'objectif de 2%. Les projections situent le taux d'inflation à 2,0% en 2025, 1,6% en 2026 et 2,0% en 2027. La croissance du PIB de la zone euro est prévue à 0,9% en 2025, 1,1% en 2026 et 1,3% en 2027. La **Réserve fédérale américaine (FED)** a, le 18 juin 2025, laissé inchangés ses taux directeurs dans la fourchette des fonds fédéraux comprise entre 4,25% et 4,50% pour une quatrième réunion consécutive. L'institution adopte une position prudente pour évaluer pleinement l'impact

économique des politiques du Président Trump, en particulier celles liées aux tarifs douaniers, à l'immigration et à la fiscalité. La FED estime que, si l'incertitude entourant les perspectives économiques s'est réduite, elle reste néanmoins à un niveau élevé. L'institution continue de prévoir deux baisses de taux d'ici à la fin 2025.

Dans les **pays émergents**, la **Banque de réserve d'Afrique du Sud (SARB)** a réduit, le 29 mai 2025, son taux directeur de 25 pdb à 7,25%, afin de soutenir une économie fragile, alors que les perspectives d'inflation s'améliorent. La SARB a révisé à la baisse ses prévisions d'inflation, tablant désormais sur une moyenne de 3,2% en 2025 (contre 3,6% en mars 2025) et 4,2% en 2026 (contre 4,5% précédemment). En revanche, la croissance attendue en 2025 a été ramenée de 1,7% à 1,2%, en raison des risques accrus pesant sur l'économie.

Au niveau des **pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA**, la **Banque centrale du Nigeria (CBN)** a, le 20 mai 2025, maintenu son taux directeur à 27,5%. Le Comité de Politique Monétaire (CPM) a justifié cette décision par sa volonté de consolider les signes récents de stabilisation économique, tout en surveillant l'évolution des pressions inflationnistes. L'inflation est passée de 24,2% en mars à 23,7% en avril 2025, en raison principalement d'un recul des prix des produits alimentaires. Toutefois, les tensions inflationnistes persistent, en raison notamment des coûts élevés de l'électricité et d'une demande soutenue en devises étrangères.

Tableau 1 : synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Taux directeur au 20 juin 2025 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en mai 2025 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-100	0	{4,25-4,50}	2,0	2,4
Zone euro	-135	-100	2,00	2,0	1,9
Royaume-Uni	-50	-25	4,50	2,0	3,4
Pays émergents					
Chine	-35	-10	3,00	3,0	-0,1
Russie	500	-100	20,00	4,0	9,9
Inde	0	-100	5,50	5,7	2,8
Brésil	50	275	15,00	{3,75+/-1,5}	5,3
Afrique du sud	-50	-50	7,25	{3,0 - 6,0}	2,8
Pays en développement					
Nigeria	875	0	27,50	{6,0 - 9,0}	23,0
Ghana	-300	100	28,00	{8,0+/-2,0}	18,4
CEMAC *	0	-50	4,50	3,0	4,4

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2025

1.3. Marchés des matières premières

En mai 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a enregistré une hausse de 4,7%, en lien avec le renforcement des prix des produits non énergétiques, notamment le cacao, les fertilisants, les minéraux et autres métaux.

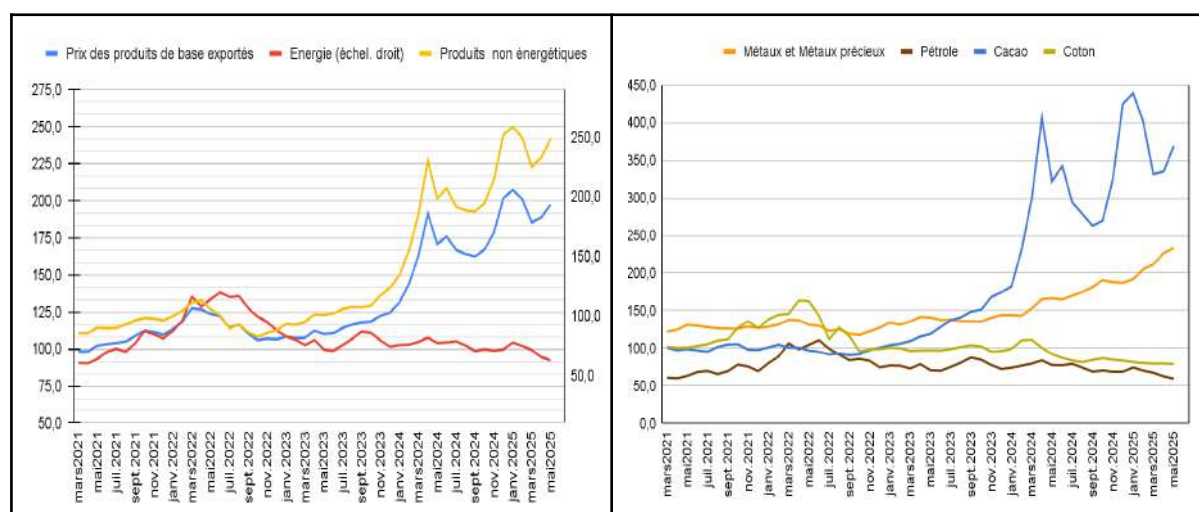
L'indice des prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est accru, en glissement mensuel, de 4,7% en mai 2025, après une progression de 1,6% le mois précédent. Cette évolution résulte de l'augmentation des prix des produits non énergétiques, en particulier certains produits agricoles, dont le **cacao** (+10,1%), des métaux tels que l'**uranium** (+8,8%) et le **zinc** (2,2%), de certains fertilisants comme les **phosphates** (+5,4%), ainsi que des métaux précieux (**or** : +3,0%). L'accroissement de l'indice a été atténué par l'affaiblissement des

cours de produits énergétiques (**pétrole** : -4,8% et **gaz naturel** : -2,9%), des huiles de **palme** (-14,2%) et de **palmiste** (-7,0%), du **café** (-5,5%), du **caoutchouc** (-4,8%) et du **coton** (-0,6%).

Le renchérissement du **cacao** est attribuable à des préoccupations concernant la qualité de la récolte intermédiaire en cours en Côte d'Ivoire, affectée par l'arrivée tardive des pluies, ce qui a perturbé la croissance des cacaoyers. Les cours de l'**uranium** ont augmenté après la signature d'un décret présidentiel américain allégeant la réglementation sur l'énergie nucléaire, en facilitant notamment l'octroi de licences pour les projets y afférents, ce qui devrait stimuler la demande du métal. L'optimisme suscité par le bon déroulement des négociations sino-américaines a amélioré la confiance des marchés et renforcé la demande pour les métaux industriels comme le **zinc**. En outre, la baisse des stocks de zinc sur le London Metal Exchange (LME) a accentué la pression haussière sur les prix. Les cours des **phosphates** ont été soutenus par l'augmentation de la demande d'engrais, en raison notamment de la préparation des cultures de printemps et des contraintes d'offre persistantes sur le marché mondial. La montée des cours de l'**or** est portée par les tensions commerciales et géopolitiques, en particulier l'escalade du conflit russo-ukrainien, ce qui renforce ainsi son attrait comme valeur refuge.

En revanche, la baisse des cours du **pétrole** est liée aux perspectives d'augmentation de l'offre mondiale par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (OPEP+), ainsi qu'au repli de la demande mondiale en raison du ralentissement économique en Chine. Le fléchissement des prix du **gaz naturel** s'explique par des conditions météorologiques clémentes, qui ont limité la demande de chauffage et de climatisation. La contraction des cours des huiles de **palme** et de **palmiste** est due à une progression notable de la production, qui a atteint un sommet en cinq mois, et à une accumulation des stocks. Cette tendance est renforcée par la diminution des importations indiennes, lesquelles demeurent inférieures aux quantités habituelles depuis décembre 2024. La baisse des cours du **café** est imputable à l'amélioration de l'offre, en lien avec le début des récoltes au Brésil et en Indonésie, ainsi qu'à la remontée des stocks surveillés par l'Intercontinental Exchange (ICE). Les prix du **caoutchouc** ont fléchi en raison des craintes d'un ralentissement de la demande, lié à la guerre commerciale sur le marché de l'automobile, menaçant la production de pneus. Le repli des cours du **coton** s'explique par des anticipations d'augmentation de la production mondiale, portées notamment par la révision à la hausse des prévisions de récoltes en Inde pour la saison 2024-2025.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

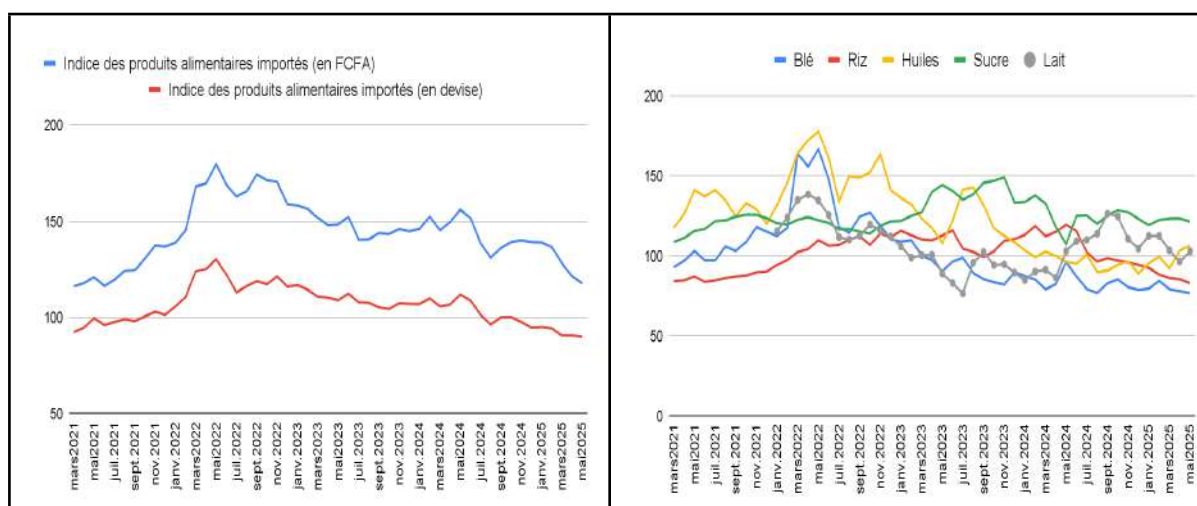
Par rapport à mai 2024, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 15,6%, après une contraction de 1,4% le mois précédent. La hausse des cours concerne la **noix de cajou** (+35,5%), l'**or** (+40,2%), le **café** (+34,0%), le **bois** (+29,5%), les **huiles végétales** (+28,4%), les **phosphates** (+28,2%), le **gaz naturel** (+19,2%), et le **cacao** (+14,6%). En revanche, les prix de certains produits énergétiques comme le **pétrole** (-23,1%), les métaux et minéraux (**uranium** : -22,5% et **zinc** : -3,5%), ainsi que certains produits agricoles (**coton** : -14,2% et **caoutchouc** : -13,5%) ont enregistré une baisse.

L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est légèrement replié de 0,7% en mai 2025, en variation mensuelle, après une hausse de 0,1% un mois auparavant. La diminution des cours concerne principalement le **riz** (-2,9%), le **sucre** (-1,9%) et le **blé** (-1,6%). Les prix du **lait** (+6,7%) et de l'**huile de soja** (+3,1%) se sont, pour leur part, renforcés sur la même période.

L'affaiblissement des cours du **riz** est attribuable aux perspectives d'une offre mondiale record en 2025/2026, en raison d'une production attendue en hausse en Inde, au Bangladesh et en Chine, dans un contexte de stabilité des stocks mondiaux. Le recul des prix du **sucre** s'explique par les perspectives d'un excédent mondial pour la campagne 2025-2026, alimentées par un accroissement de la production au Brésil, porté par des conditions climatiques favorables et une amélioration de l'humidité des sols. La contraction des cours du **blé** est due à une offre mondiale abondante, résultant de bonnes récoltes dans l'hémisphère Nord et en Asie, ainsi qu'à une demande faible, notamment de la part de la Chine.

En revanche, les prix de l'**huile de soja** sont soutenus par l'anticipation de la baisse de la production de soja aux États-Unis, au Canada et en Argentine, conjuguée à une diminution des stocks américains. Les prix du **lait** ont également progressé, en raison d'une demande robuste sur les marchés à l'international et d'une contraction de l'offre liée à la réduction des cheptels laitiers.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2024, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 19,6%, après une baisse de 15,0% le mois précédent. Cette dynamique a été imprimée par la diminution des cours du **riz** (-30,5%), du **blé** (-20,1%) et du **sucre** (-2,0%). En revanche, les prix de l'**huile de soja** (+10,5%) se sont renforcés.

Exprimés en franc CFA, l'indice des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a fléchi de 24,6%, en variation annuelle, en raison d'un affaiblissement des prix du **riz** (-33,5%), du **blé** (-23,4%), du **sucré** (-11,1%) et du **lait** (-4,2%). La montée des cours des **huiles végétales** (+23,9%) a amoindri la tendance.

1.4. Marchés financiers

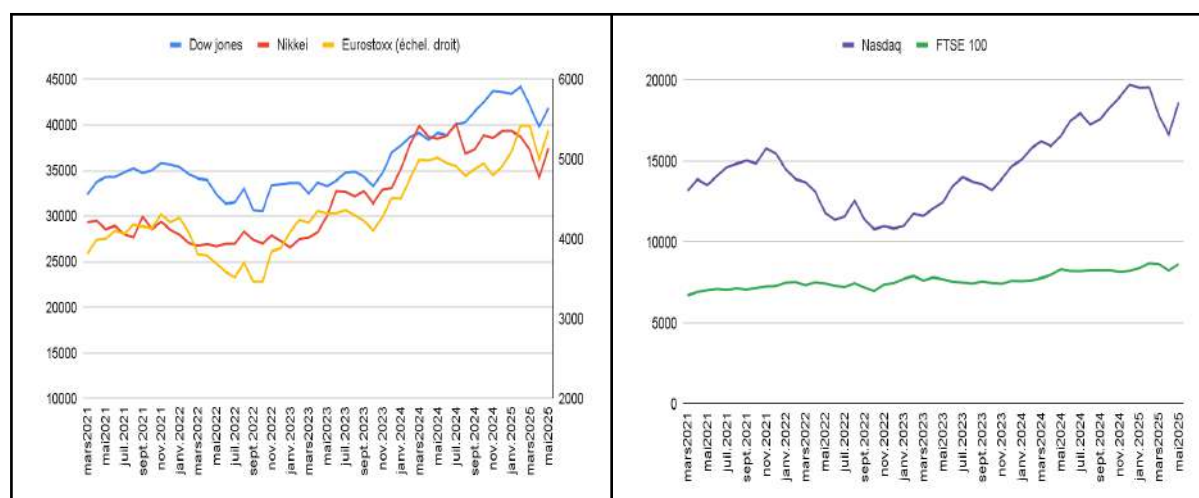
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont globalement affiché une tendance haussière au cours du mois de mai 2025.

1.4.1. Les places boursières

En mai 2025, les principaux indices boursiers des pays avancés ont enregistré une évolution positive. Aux Etats-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES se sont améliorés respectivement de 11,9% et 5,1% comparativement à leur valeur moyenne du mois précédent. De même, les indices EUROSTOXX 50 de la zone euro (+7,2%) et CAC 40 de la France (+5,7%) ont progressé par rapport à leur moyenne d'avril 2025. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a également augmenté de 5,0% après une diminution de 4,7% le mois précédent. L'indice NIKKEI 225 du Japon s'est renforcé de 9,3% par rapport à sa moyenne du mois précédent.

De même, en Afrique, les principaux indices boursiers se sont accrus. Les indices GSE du Ghana (+5,1%), FTSE de l'Afrique du Sud (+5,1%), MASI du Maroc (+4,8%), NSE du Nigeria (+4,0%), BRVM Composite (+3,8%) et BRVM 30 (+3,7%) ont enregistré une hausse au cours de la période sous revue.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



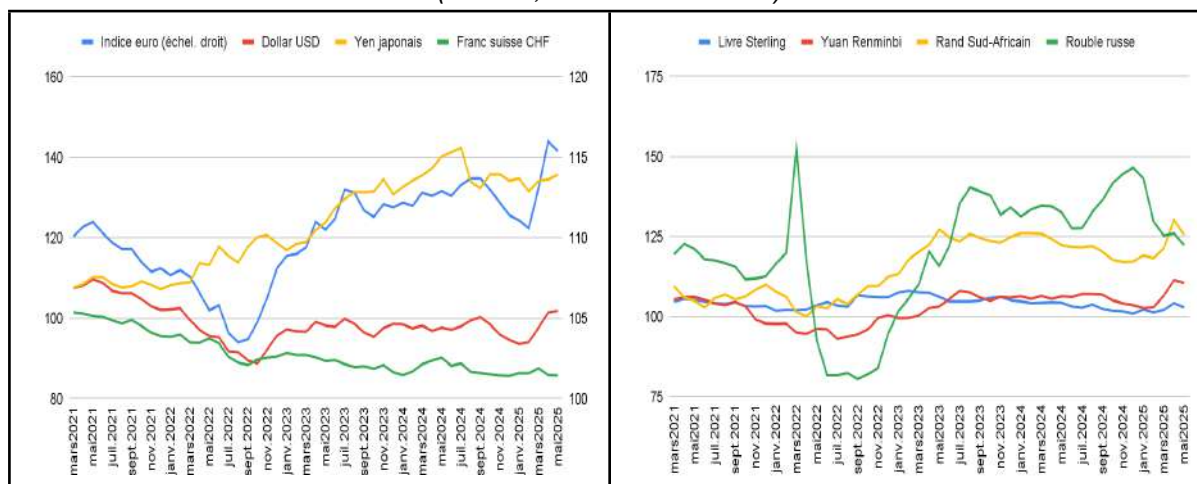
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, a baissé de 0,6% en mai 2025 par rapport à sa moyenne d'avril 2025. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est affaiblie vis-à-vis du dollar australien (-1,8%), de la livre sterling (-1,2%), du dollar canadien (-0,4%) et du franc suisse (-0,1%). La devise européenne a également perdu de la valeur face aux monnaies des pays émergents, notamment le rand sud africain (-3,6%), le rouble russe (-3,0%) et le yuan chinois (-0,7%). En revanche, la monnaie de la zone euro s'est appréciée par rapport à la livre turque (+6,6%), au yen japonais (+0,9%) et au dollar américain (+0,4%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

(Indices, base 100 en 2016)

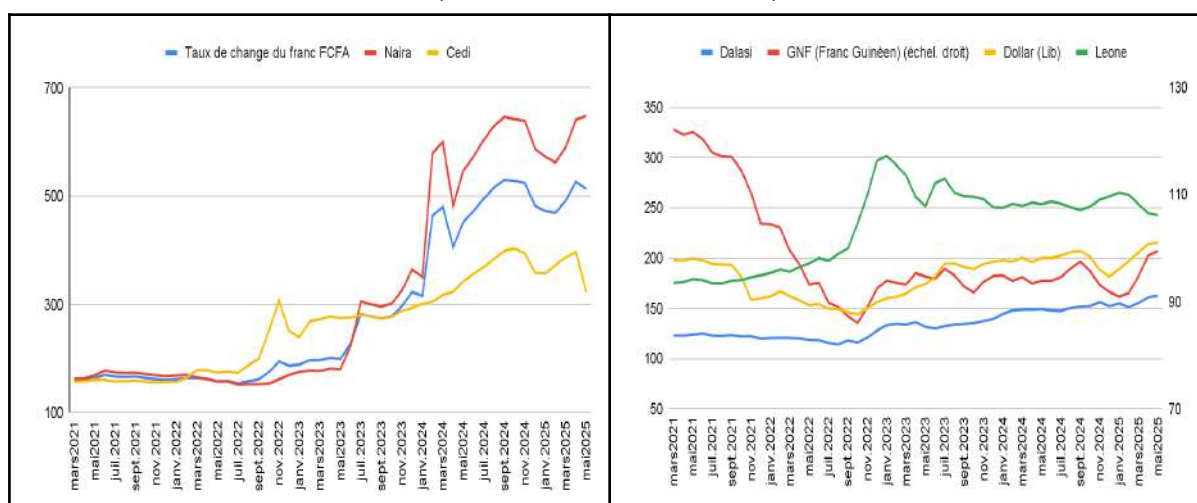


Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA a enregistré, au cours du mois de mai 2025, une dépréciation de 2,6% comparée à sa valeur du mois précédent, en lien avec son affaiblissement à l'égard du cedi ghanéen (-18,8%) et du leone (-0,8%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est renforcée face au dalasi gambien (+1,2%), au naira (+1,1%), au franc guinéen (+0,8%) et au dollar libérien (+0,6%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 13,4% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA a enregistré une hausse de 18,5% et 9,4% respectivement par rapport au naira et au dalasi.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin avril 2025 font ressortir une évolution contrastée de l'activité économique en variation mensuelle selon les secteurs. La production industrielle s'est contractée de 3,5%, en rythme mensuel, après une stagnation un mois auparavant. Le chiffre d'affaires du commerce s'est affaibli de 3,4%, après une augmentation de 3,5% le mois précédent. En

revanche, les prestations de services marchands non financiers se sont accrues de 2,8% d'un mois à l'autre, tandis que les services financiers ont augmenté de 1,8%, après un accroissement de 0,9% en mars 2025. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise indique une poursuite de l'amélioration de l'activité dans les pays de l'Union à l'exception du Mali, du Niger et du Togo.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est détérioré de 3,5% en avril 2025, après une stabilité (+0,0%) observée le mois précédent. La réduction de la production industrielle est imputable à la baisse des activités extractives (-3,5 points) et de celles de la branche production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution (-0,3 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	-1,8	2,3	-3,5	9,6	7,7
Extraction d'hydrocarbures	-0,3	0,5	-0,6	5,2	4,9
Extraction de minerais métalliques	-1,1	1,6	-2,4	-1,3	-3,0
ACTIVITES DE FABRICATION	0,2	-3,6	0,5	2,9	3,3
Fabrication de produits alimentaires	0,0	-2,0	1,1	1,5	2,8
Fabrication de textiles	-0,3	-0,8	0,1	-0,3	0,1
Raffinage pétrolier, cokéfaction	0,9	-0,3	0,2	1,5	0,8
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	0,0	0,8	-0,3	0,5	0,1
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	-0,1	0,2	0,0	0,0	0,0
INDICE GLOBAL	-1,8	0,0	-3,5	13,5	11,5

Source : BCEAO, (*) données provisoires

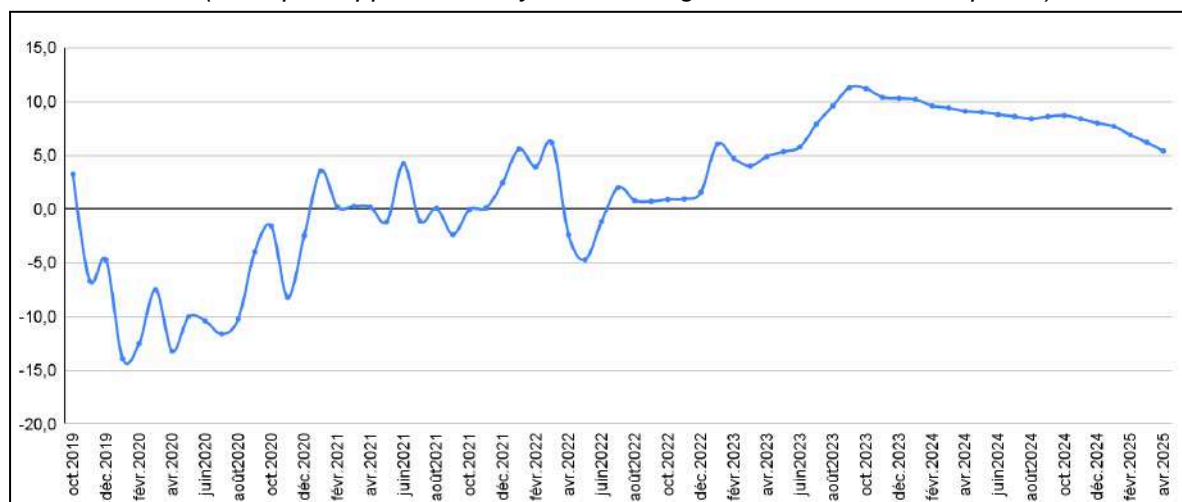
La production industrielle, en glissement annuel, s'est renforcée de 11,5% en avril 2025, après une hausse de 13,5% un mois auparavant. Cette évolution est attribuable principalement à la progression des activités extractives (+7,7 points) et des activités de fabrication (+3,3 points).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en avril 2025 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +5,4 points contre +6,2 points en mars 2025. Par pays, une amélioration dans le secteur des BTP a été relevée au Sénégal (+28,4 points), au Bénin (+26,8 points), au Burkina (+13,9 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points) et en Guinée-Bissau (+8,2 points). En revanche, une contraction de l'activité a été observée au Mali (-43,8 points), au Niger (-20,3 points) et au Togo (-3,1 points)².

² Il s'agit de la première baisse de l'activité enregistrée dans le secteur des bâtiments et des travaux publics au Togo depuis le mois de septembre 2023.

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a enregistré, en variation mensuelle, une baisse de 3,4% au cours du mois d'avril 2025, après une augmentation de 3,5% un mois auparavant. La détérioration de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement liée au commerce de détail (-2,3 points) et au commerce de gros et activités des intermédiaires (-1,4 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	0,3	-0,3	0,2	0,5	0,3
Commerce de véhicules automobiles	0,0	-0,3	0,2	0,2	0,4
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,3	0,0	0,1	0,0	-0,2
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-1,8	-0,2	-1,4	0,3	0,6
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-1,3	-0,4	-0,9	1,0	1,4
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,5	0,4	-0,4	-0,7	-0,7
COMMERCE DE DÉTAIL	0,1	3,9	-2,3	5,2	2,8
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-1,9	1,9	-2,0	0,4	0,2
Commerce de détail en magasin spécialisé	2,0	1,9	-0,2	4,8	2,6
INDICE GLOBAL	-1,3	3,5	-3,4	6,0	3,8

Source : BCEAO (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 3,8% en avril 2025, après une hausse de 6,0% le mois précédent. Le renforcement de l'activité dans le commerce est porté par le commerce de détail (+2,8 points), le commerce de gros et activités des intermédiaires (+0,6 point), ainsi que par le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+0,3 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers se sont accrus de 2,8% en avril 2025, après une baisse de 4,3% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont renforcés de 1,8% en avril 2025, après une augmentation de 0,9% enregistrée le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	Mars	Avril	Mars	Avril (*)	Mars	Avril (*)
Bénin	28,9	-13,1	7,6	0,8	-11,7	2,4
Burkina	-1,0	-8,1	1,1	-6,0	3,6	5,9
Côte d'Ivoire	-5,3	-1,5	-2,9	4,2	3,9	10,0
Guinée-Bissau	83,6	39,2	64,0	38,5	4,2	3,6
Mali	19,3	-10,6	8,8	-1,3	-8,8	0,8
Niger	6,6	3,5	5,9	-1,3	19,8	14,2
Senegal	-3,5	0,9	-31,7	5,0	4,9	9,1
Togo	10,5	-13,7	13,4	-3,8	5,2	17,2
INDICE GLOBAL	4,8	-5,8	-4,3	2,8	-0,9	8,1

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers se sont accrus de 8,1% en avril 2025, après une baisse de 0,9% en mars 2025. L'amélioration du chiffre d'affaires dans les services est observée notamment au Togo (+17,2%), au Niger (+14,2%), en Côte d'Ivoire (+10,0%), au Sénégal (+9,1%), au Burkina (+5,9%), en Guinée-Bissau (+3,6%), au Bénin (+2,4%) et au Mali (+0,8%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	Février	Mars	Février	Mars (*)	Février	Mars (*)
Bénin	-8,8	3,5	-9,1	3,6	14,5	14,6
Burkina	2,4	-4,7	2,2	-4,6	5,0	5,1
Côte d'Ivoire	0,1	0,9	-0,1	0,9	17,2	17,3
Guinée-Bissau	0,2	9,9	-0,2	12,5	3,0	5,4
Mali	9,9	9,7	11,4	9,0	16,3	15,5
Niger	-0,1	1,1	0,1	1,2	14,1	14,2
Sénégal	1,2	1,7	1,8	1,8	18,2	18,3
Togo	-1,5	-1,5	-1,4	-1,4	15,4	15,6
INDICE GLOBAL	0,8	1,7	0,9	1,8	15,6	15,6

Source : BCEAO

(*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 15,6%, en rythme annuel. Les progressions ont concerné l'ensemble des pays, à savoir le Sénégal (+18,3%), la Côte d'Ivoire (+17,3%), le Togo (+15,6%), le Mali (+15,5%), le Bénin (+14,6%), le Niger (+14,2%), la Guinée-Bissau (+5,4%) et le Burkina (+5,1%).

2.2. Inflation

En mai 2025, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti, en glissement annuel, en baisse par rapport au mois précédent, principalement en raison de la diminution des prix des denrées alimentaires et des produits de la composante « ameublements ».

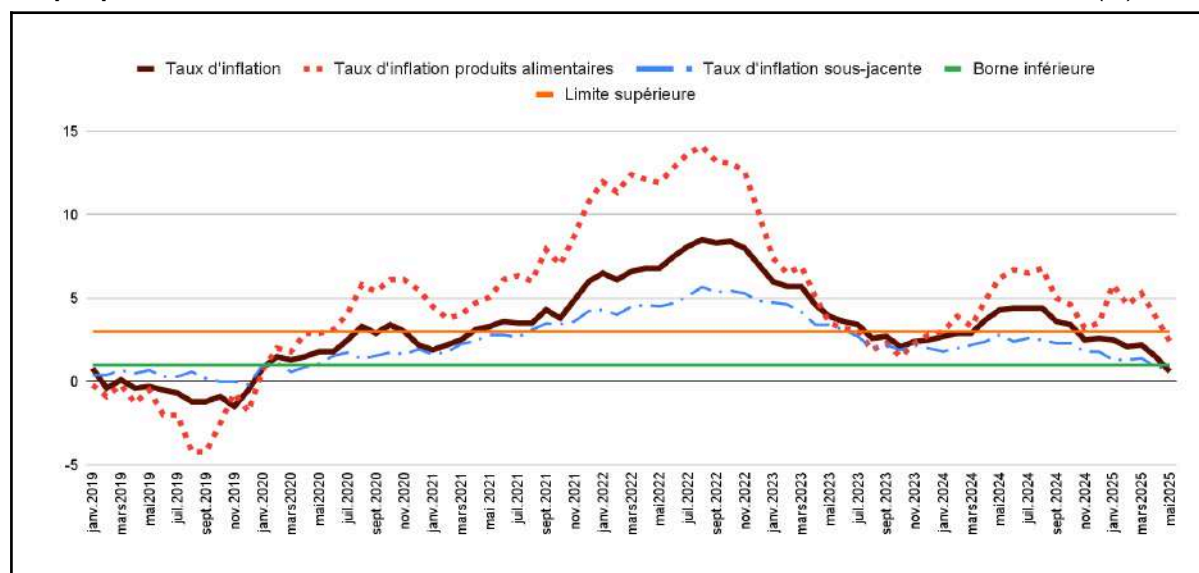
Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 0,6% en mai 2025, en baisse de 0,9 point de pourcentage (pdp) par rapport au taux de 1,5% observé en avril 2025. Le ralentissement de l'inflation s'explique par la décélération observée au niveau des coûts des produits alimentaires, ainsi que des prix de la composante "ameublement".

La détente des prix des produits alimentaires s'explique par une amélioration de l'offre de céréales locales, à la faveur des bonnes disponibilités issues de la campagne agricole 2024/2025 (+3% contre +2% la campagne précédente). Elle reflète également le maintien de la tendance baissière de certains produits alimentaires importés, en lien avec le repli, sur un an, de leurs cours mondiaux.

La baisse de la contribution de la composante "ameublement" à l'inflation globale, est principalement due à une diminution des prix des équipements de mobilier du ménage (-1,7% après +1,3%). Cette évolution a entraîné une réduction de 0,1 point de la part de cette fonction dans l'inflation au cours du mois sous revue.

L'analyse par pays révèle un ralentissement de l'inflation en mai 2025 dans tous les pays, sauf au Sénégal. En effet, une baisse de l'inflation est notée au Niger (-3,8% contre +0,7%, soit -4,5 pdp) et en Côte d'Ivoire (-0,1% contre +0,8%, soit -0,9 pdp), tandis qu'une décélération des prix est observée en Guinée-Bissau (+0,7% contre +3,8%, soit -3,1 pdp), au Togo (+0,0% contre +0,8%, soit -0,8 pdp), au Mali (+8,1% contre +8,7%, soit -0,6 pdp), au Bénin (+0,6 % contre +0,8%, soit -0,2 pdp) et au Burkina (+1,6% contre +1,8%, soit -0,2 pdp). En revanche, une hausse du taux de l'inflation a été relevée au Sénégal (+0,3% contre -0,2%, soit +0,5 pdp).

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est réduit de 0,3 pdp par rapport au mois de mars 2025 pour se situer à 0,7% en mai 2025.

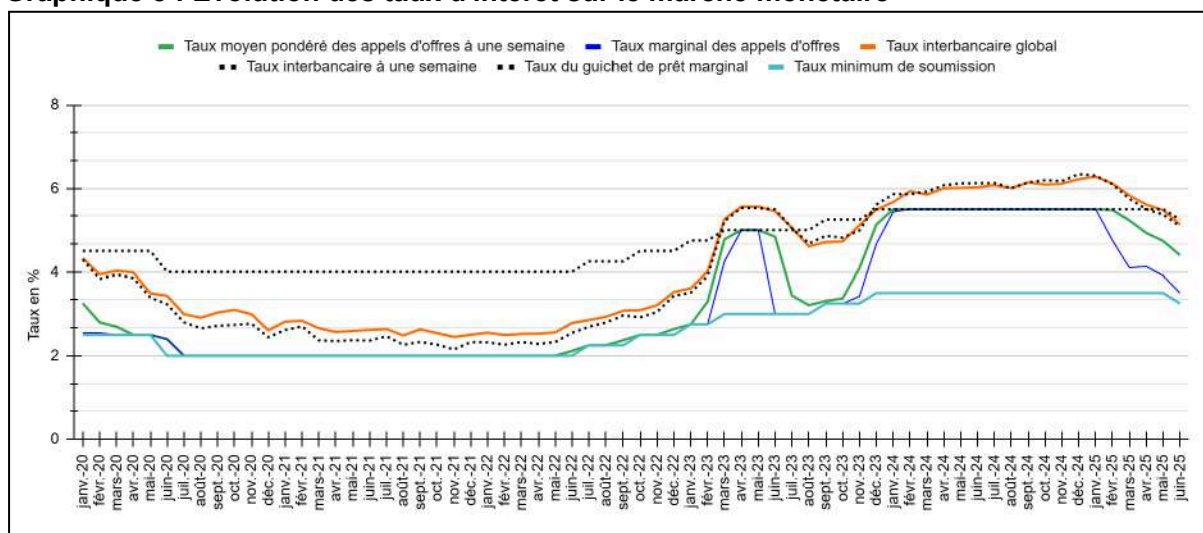
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé de baisser de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, à compter du 16 juin 2025. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, est passé de 3,50% à 3,25%. Parallèlement, le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal est ramené de 5,50% à 5,25%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine est passé de 4,74% à fin mai 2025 à 4,40% à fin juin 2025 et le taux marginal est ressorti à 3,50% à fin juin 2025 contre 3,91% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine s'est établi à 5,09% en juin 2025, en baisse de 28 points de base (pdb) par rapport à son niveau de mai 2025 (5,37%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 5,14% en juin 2025, en recul de 35 pdb par rapport à mai 2025 et de 89 pdb sur un an.

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de mai 2025 sont ressortis en baisse (-2 pdb) par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen est ressorti à 6,73% en mai 2025, contre 6,75% le mois précédent et 7,11% un an plus tôt. Le coût du crédit bancaire a baissé au Sénégal (5,83% contre 5,86%), au Burkina (7,59% contre 7,62%), au Mali (7,39% contre 7,41%), en Côte d'Ivoire (6,28% contre 6,30%) et au Togo (7,52% contre 7,54%). Par contre, une hausse a été observée en Guinée-Bissau (9,47% contre 9,42%), au Bénin (7,66% contre 7,64%) et au Niger (8,84% contre 8,83%).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme se sont maintenus à 5,35%, un niveau identique à celui observé le mois précédent, mais en légère hausse par rapport aux 5,28% enregistrés un an plus tôt. Par pays, la rémunération des dépôts s'est améliorée en Côte d'Ivoire (4,96% contre 4,90%), au Togo (5,63% contre 5,58%), au Sénégal (5,53% contre 5,49%) et en Guinée-Bissau (3,57% contre 3,54%), tandis qu'elle s'est détériorée au Niger (5,26% contre 5,31%), au Mali (5,19% contre 5,22%), au Bénin (5,36% contre 5,39%) et au Burkina (5,51% contre 5,52%).

3.3. Monnaie

A fin avril 2025, la masse monétaire est ressortie, en glissement annuel, en hausse de 14,6%, après 12,7% atteint le mois précédent. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts ont progressé respectivement de 17,1% et 13,8%, après des augmentations respectives de 17,9% et 11,1% à fin mars 2025.

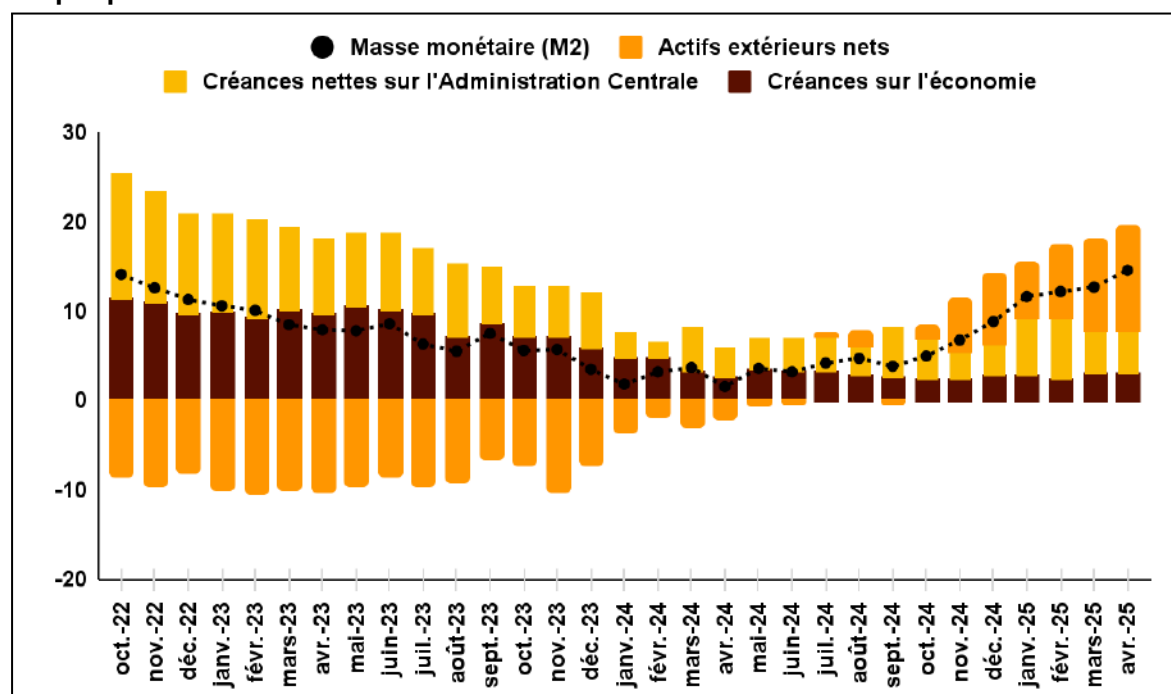
Tableau 6 : Situation monétaire à fin avril 2025 (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	mars-24	avr.-24	mars-25	avr.-25	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Mois précédent	Mois courant	Mois précédent	Mois courant
Masse monétaire (M2)	47 342,0	46 723,2	53 342,3	53 527,3	1,3	0,3	12,7	14,6
Circulation fiduciaire	10 795,7	10 952,6	12 725,4	12 829,0	0,7	0,8	17,9	17,1
Dépôts	36 546,2	35 770,6	40 616,9	40 698,3	1,4	0,2	11,1	13,8
Actifs extérieurs nets	1 530,0	2 045,7	6 288,8	7 468,5	8,0	18,8	311,0	265,1
Créances intérieures	57 844,5	57 202,2	62 338,8	61 734,6	0,7	-1,0	7,8	7,9
Créances nettes sur APUC	23 632,0	23 207,1	26 408,2	26 052,5	-0,2	-1,3	11,7	12,3
Créances sur l'économie	34 212,5	33 995,2	35 930,6	35 682,0	1,4	-0,7	5,0	5,0

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin avril 2025 résulte de la hausse en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+5.422,8 milliards ou +265,1%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+4.532,4 milliards ou +7,9%). Le renforcement des AEN est lié essentiellement à la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin avril 2025, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 5.422,8 milliards (+265,1%), en un an.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 7,9% à fin avril 2025, après 7,8% en mars 2025. Cette augmentation des créances intérieures est portée par celle des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+2.845,5 milliards contre 2.776,2 milliards en mars 2025) et des créances sur l'économie (+1.686,9 milliards contre 1.718,1 milliards en mars 2025).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 5,0% comme à fin mars 2025. Les crédits accordés aux entreprises non financières ont augmenté de 5,1% et ceux octroyés aux ménages et aux Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) se sont accrus de 7,7% à fin avril 2025, après respectivement 3,8% et 6,4% le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

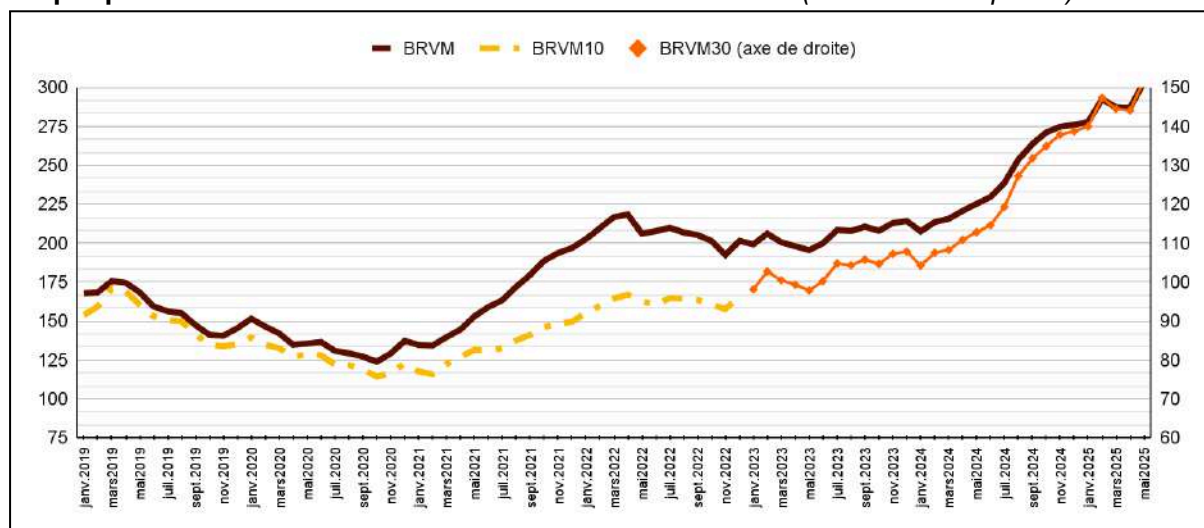
Les activités du marché boursier régional ont enregistré une hausse en mai 2025. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 1.391,5 milliards en mai 2025, en baisse de 598,5 milliards (-30,1%) par rapport au mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont affiché une évolution haussière. A fin mai 2025, l'indice global, le BRVM Composite, a progressé de 5,6% par rapport à sa valeur à fin avril 2025, pour s'établir à 303,0 points. De même, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, lancé en début janvier 2023 en remplacement de l'indice BRVM 10, s'est accru de 5,3% par rapport à sa valeur du mois précédent, pour se situer à 151,8 points. A la date du 20 juin 2025, les indices BRVM Composite et BRVM 30 se sont accrus respectivement de 2,0% et 1,8% par rapport à leur valeur de fin mai 2025.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont améliorés de 34,5% chacun par rapport à mai 2024.

Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)

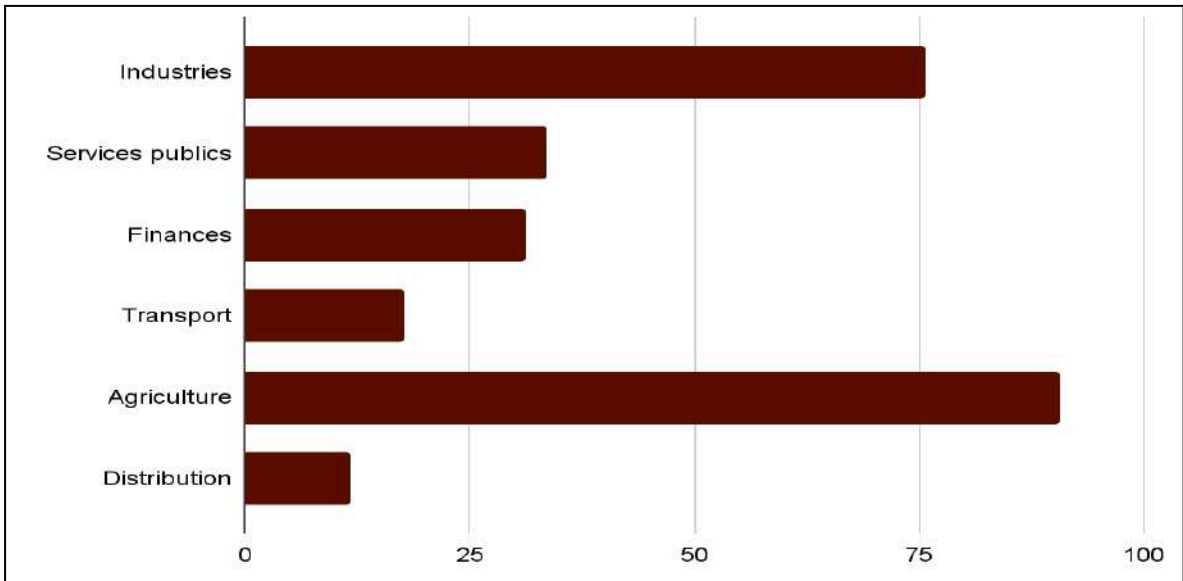


Source : BRVM

La capitalisation boursière totale s'est accrue de 19,0% par rapport à fin mai 2024 pour s'établir à 22.231,9 milliards. Cette évolution a été imprimée notamment par le renforcement des indices des branches « Agriculture » : +90,6%, « Industries » : +75,8%, « Services publics » : +33,6%, « Finances » : +31,1%, « Transport » : 17,6%, et « Distribution » : +11,6%. Dans le détail, la

capitalisation du marché des actions a augmenté de 39,4% à 11.685,7 milliards et celle du marché des obligations de 2,3% à 10.546,2 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en mai 2025 en variation annuelle



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UMOA ont levé en mai 2025 1.391,5 milliards, dont 752,6 milliards de bons du Trésor (54,1%) et 638,9 milliards d'obligations (45,9%). Par rapport au mois précédent, les ressources mobilisées ont baissé de 181,9 milliards (-11,6%), en lien avec la diminution des émissions d'obligations du Trésor (-329,0 milliards ou -34,0%), atténuée par la hausse de celles des bons du Trésor (+147,1 milliards ou +24,3%). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a progressé de 725,0 milliards (+108,8%).

Le taux de couverture³ global des montants mis en adjudication a augmenté, ressortant à 131,6% en mai 2025, après 103,1% le mois précédent.

Aucune émission de titres publics n'a été enregistrée sur le compartiment par **syndication** durant le mois sous revue contre une mobilisation de 416,6 milliards en avril 2025.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	mai 2024	avril 2025	mai 2025	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	297,7	605,5	752,6	147,1	24,3	454,9	152,8
Obligations par adjudication	368,8	967,9	638,9	-329,0	-34,0	270,1	73,2
<i>Total adjudication</i>	666,5	1573,4	1391,5	-181,9	-11,6	725,0	108,8
<i>Obligations par syndication</i>	129,7	416,6	0	-	-	-	-
Total marché régional des titres publics	796,2	1990	1391,5	-598,5	-30,1	595,3	74,8
Marché des eurobonds	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-
Total général	796,2	1990	1391,5	-598,5	-30,1	595,3	74,8

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

³ Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Les taux d'intérêt ont diminué pour les bons, tandis qu'ils ont augmenté pour les obligations. Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons s'est replié de 10 points de base (pdb) pour s'établir à 7,89% en mai 2025. Le rendement moyen pondéré des émissions obligataires s'est, pour sa part, accru de 26 pdb pour ressortir à 7,75% en mai 2025.

Par rapport à la même période de l'année 2024, les coûts des mobilisations des emprunts publics ont enregistré des évolutions contrastées sur les deux segments. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré des bons a progressé de 57 pdb, tandis que le rendement moyen pondéré des obligations est demeuré stable à 7,75% en mai 2025.

Sur les **marchés financiers internationaux des capitaux**, aucune émission de titres publics n'a été effectuée par les Etats membres au cours du mois sous revue.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	mai 2024	avril 2025	mai 2025	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	7,32	7,99	7,89	-0,10	0,57
Obligations	7,40	7,25	7,75	0,50	0,35
<i>Par adjudication</i>	<i>7,75</i>	<i>7,49</i>	<i>7,75</i>	<i>0,26</i>	<i>0,00</i>
<i>Par Syndication</i>	<i>6,42</i>	<i>6,68</i>	-	-	-
Eurobonds					
<i>émission en dollar</i>	-	-	-	-	-
<i>émission en FCFA</i>	-	-	-	-	-

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union monétaire restent favorables, bien qu'elles dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire interne, ainsi que des aléas climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans l'orientation favorable de la conjoncture soutiendrait les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par une progression de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les activités extractives, le commerce, les services marchands et non marchands, le transport et les BTP.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures.

D'après les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 7,3% au deuxième trimestre 2025, après une estimation de 7,1% au premier trimestre 2025. La vigueur de la demande intérieure contribuerait à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA.

L'acquis de croissance, qui est une indication du niveau de croissance minimale qui serait atteint en fin d'année, est ressorti à 4,9% au premier trimestre 2025.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations				Estimation	Prévisions	
	1T2024	2T2024	3T2024	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025
Secteur primaire	1,0	1,5	1,5	1,8	1,7	1,8	1,8
Agriculture vivrière	3,5	5,5	5,5	6,7	6,6	6,8	6,9
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,2	1,5	1,5	1,3	1,2	1,3	1,3
Secteur secondaire	1,3	1,4	1,4	1,8	1,7	1,8	1,8
Activités extractives	0,0	-0,1	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,5
Industries manufacturières	5,0	5,3	5,3	5,4	5,3	5,4	5,5
Production et dist. Électricité, gaz et eau	1,3	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7
BTP	0,5	1,0	1,0	-9,6	-9,4	-9,7	-9,8
Secteur tertiaire	3,5	3,2	3,2	3,7	3,6	3,7	3,8
Commerce	1,5	2,1	2,1	1,9	1,9	1,9	1,9
Transports, postes et communications	0,7	0,2	0,2	-8,0	-7,9	-8,1	-8,2
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	1,3	0,5	0,5	0,8	0,8	0,8	0,8
Services non marchands	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5
Impôts et taxes	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
Produit Intérieur Brut	5,9	6,1	6,1	7,2	7,1	7,3	7,4

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situeraient le taux de croissance annuelle de la masse monétaire de l'Union à 15,9% à fin mai 2025, en hausse de 1,3 point de pourcentage par rapport à son niveau d'avril 2025. La hausse de 7.647,4 milliards serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 8,3%, ainsi qu'à la consolidation attendue des AEN des institutions de dépôt, à hauteur de 5.248,3 milliards.

En particulier, le renforcement des créances intérieures serait lié au renforcement attendu, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+12,5%) et, dans une moindre mesure, à celle des créances sur l'économie (+5,4%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin mai 2025 par l'augmentation des dépôts (+15,5%) et de la circulation fiduciaire (+17,2%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation au sein de l'Union, en glissement annuel, devrait s'établir à 0,8% en juin 2025, puis à 1,0% en juillet et août 2025. Le niveau projeté de l'inflation résulterait de la poursuite de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires (-22,1% en mai 2025 contre -16,4% précédemment), en particulier le blé, le sucre et le lait, ainsi que de l'approvisionnement adéquat des marchés de l'Union en produits céréaliers issus de la campagne agricole 2024/2025, dont la production s'est accrue de 3%. Toutefois, cette dynamique serait affectée par l'impact négatif de la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union, ainsi que des récentes tensions géopolitiques au Moyen-Orient. En effet, l'enlèvement de la crise Iran-Israël, avec la menace de fermeture du canal d'Ormuz, pourrait affecter jusqu'à 20% du transit de la production mondiale de pétrole et entraîner des tensions sur les cours internationaux. À ce facteur s'ajoute une hausse marquée des coûts du fret maritime.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 21	déc. 22	déc. 23	déc. 24	avril 25	mai 25	juin 25	juillet 25
Produits alimentaires et boissons	4,7	4,6	1,1	1,6	1,4	0,6	0,7	0,9
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
Logement	0,5	0,6	0,3	0,3	-0,1	0,0	-0,1	-0,1
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,2	0,7	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
Restaurants et Hôtels	0,1	0,3	0,2	0,3	-0,1	0,0	-0,1	-0,1
Assurances et services Financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres biens	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
Ensemble	6,0	7,0	2,5	2,6	1,5	0,6	0,8	1,0

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	0,3	-0,3	0,2	0,5	0,3
Commerce de véhicules automobiles	0,0	-0,3	0,2	0,2	0,4
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,1	0,0	0,0	0,1	0
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,3	0,0	0,1	0,0	-0,2
Commerce et réparation de motocycles	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,2
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITES DES INTERMEDIAIRES	-1,8	-0,2	-1,4	0,3	0,6
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-1,3	-0,4	-0,9	1,0	1,4
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	0,1	0,1	0,0	0,0	-0,1
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,5	0,4	-0,4	-0,7	-0,7
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	0,0	-0,3	0,0	0,0	0
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0
COMMERCE DE DÉTAIL	0,1	3,9	-2,3	5,2	2,8
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-1,9	1,9	-2,0	0,4	0,2
Commerce de détail en magasin spécialisé	2,0	1,9	-0,2	4,8	2,6
INDICE GLOBAL	-1,3	3,5	-3,4	6,0	3,8

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	-1,8	2,3	-3,5	9,6	7,7
Extraction d'hydrocarbures	-0,3	0,5	-0,6	5,2	4,9
Extraction de minerais métalliques	-1,1	1,6	-2,4	-1,3	-3,0
Autres activités extractives	-0,3	0,0	-0,1	0,8	1,0
ACTIVITES DE FABRICATION	0,2	-3,6	0,5	2,9	3,3
Fabrication de produits alimentaires	0,0	-2,0	1,1	1,5	2,8
Fabrication de boissons	-0,4	0,3	-0,3	0,5	0,5
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
Fabrication de textiles	-0,3	-0,8	0,1	-0,3	0,1
Fabrication d'articles d'habillement	0,7	0,1	0,1	-0,2	-0,8
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,2
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	-0,3	-0,5	-0,1	-0,2	0,0
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0
Raffinage pétrolier, cokéfaction	0,9	-0,3	0,2	1,5	0,8
Fabrication de produits chimiques	0,1	0,3	0,1	0,3	0,4
Fabrication pharmaceutiques	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0
Travail de caoutchouc et du plastique	0,2	-0,5	0,3	-0,1	0,0
Fabrication de matériaux minéraux	-0,4	0,3	-0,1	0,1	0,5
Métallurgie	-0,5	-0,2	-0,2	-0,4	-0,2
Fabrication d'ouvrages en métaux	0,8	0,0	0,2	0,5	0,1
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	-0,5	0,0	-0,9	-0,1	-0,6
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ	0,0	0,8	-0,3	0,5	0,1
Production et distribution d'électricité et du gaz	0,0	0,8	-0,3	0,5	0,1
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	-0,1	0,2	0,0	0,0	0,0
Captage, traitement et distribution d'eau	-0,1	0,2	0,0	0,0	0,0
Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	-1,8	0,0	-3,5	13,5	11,5

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST